

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, le 16 octobre 2023

GT-A(2023)10

**COMITÉ EUROPÉEN SUR LA DÉMOCRATIE ET LA GOUVERNANCE  
(CDDG)**

**GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ADMINISTRATION PUBLIQUE VERTE  
(GT-A)**

**RAPPORT**

**de la 3<sup>e</sup> réunion, Strasbourg, 2-3 octobre 2023**

Note du Secrétariat  
établie par la  
Direction générale de la démocratie et de la dignité humaine  
Division de la gouvernance démocratique

---

## **1. Ouverture de la réunion**

Le président, M. Markku MÖLLÄRI (Finlande), ouvre la réunion et souhaite la bienvenue à tous les participants, dont la liste figure à l'Annexe I.

## **2. Ordre du jour**

L'ordre du jour est adopté tel qu'il figure à l'Annexe II.

## **3. Information du Secrétariat**

Le Secrétariat souligne que le rapport devrait être finalisé d'ici la fin de l'année et être adopté lors de la prochaine 18<sup>e</sup> réunion plénière du CDDG qui se tiendra les 23 et 24 novembre. Pour atteindre cet objectif, une réunion informelle supplémentaire pourrait être organisée afin de discuter des derniers amendements et d'aborder les questions en suspens. Le Secrétariat fait également le point sur le nombre de réponses au questionnaire (maintenant 16), distribué pour aider à la rédaction du rapport.

## **4. Projet de rapport sur l'administration publique verte**

Le groupe de travail entend et discute une présentation introductive de M. Louis MEULEMAN, Directeur de la stratégie publique pour le développement durable, sur les ajouts et les changements qu'il a apportés au projet de rapport sur l'administration publique verte (document GT-A(2023)8), depuis la réunion de juin. Une série de graphiques et d'illustrations a été incluse, la structure a été revue et de courts tableaux ont été introduits pour présenter des exemples concrets tirés des pratiques nationales, afin d'illustrer les problèmes et les solutions possibles.

Au cours de la discussion qui suit, le groupe aborde des questions telles que : la nécessité de se référer à des messages clés positifs et à des conseils pratiques concrets ; les spécificités - avantages et défis - de l'administration publique verte (APV) d'une manière démocratique ; la complémentarité entre les différents niveaux de gouvernement en fonction de ce qu'ils peuvent apporter ; la nécessité de politiques vertes cohérentes et consistantes impliquant et soutenant les citoyens pour qu'ils contribuent à la mise en œuvre de ces politiques ; la préférence pour le concept de « vert » plutôt que de « durable » ; le lien avec la dimension sociale ; le besoin de leadership et de formation des décideurs élus ; les liens entre le contenu du rapport et les résultats récents du [Quatrième sommet des chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Europe](#) (Reykjavik, Islande, 16-17 mai 2023), contenus dans la déclaration finale ; l'importance croissante de la dimension des droits de l'homme dans les politiques environnementales et climatiques ; l'importance de la coopération entre les institutions publiques pour briser les mentalités en vase clos qui persistent encore aujourd'hui.

Le groupe convient également qu'il n'est pas nécessaire d'inclure trop d'exemples de pratiques nationales et que le recueil des réponses au questionnaire devrait devenir une annexe du rapport accessible au public, avec l'autorisation des pays ayant répondu au questionnaire et après avoir été édité le cas échéant.

## **5. Discussion sur le contenu du projet de rapport.**

Le groupe discute du rapport chapitre par chapitre et les participants font diverses suggestions et remarques pour améliorer le projet, aborder des questions supplémentaires et renforcer la cohérence de la structure. Une version annotée du rapport est produite en temps réel, résumant toutes les contributions. Le groupe convient également de simplifier la structure en réduisant le nombre de sous-titres et en plaçant une introduction générale consolidée au début du rapport.

Il est convenu que les conclusions du rapport devraient faire écho aux conclusions de la [Conférence](#) sur l'administration publique verte, le message principal étant que l'APV peut faire une réelle différence en termes de réduction des émissions de carbone et de ralentissement du changement climatique. Il est également souligné que la transition verte est l'un des sujets actuellement en tête de nombreux agendas politiques (avec l'intelligence artificielle) et qu'elle méritait une action plus soutenue de la part du Conseil de l'Europe à l'avenir.

## **6. Prochaines étapes**

La prochaine version révisée du projet de rapport devrait être disponible pour examen lors de la prochaine réunion du Bureau du CDDG des 19 et 20 octobre (date limite : 16 octobre). Le Bureau pourrait alors décider si une réunion supplémentaire devrait être tenue avant la 18<sup>e</sup> réunion plénière pour finaliser le projet et examiner les questions en suspens.

Le groupe de travail charge le Secrétariat de demander l'accord des pays ayant répondu pour publier la compilation des réponses nationales au questionnaire du Service de réponse rapide n° 55.

Les participants discutent également de la nécessité d'un suivi après la finalisation et l'adoption du rapport. Ils proposent notamment d'organiser des conférences dans les États membres intéressés afin de promouvoir le rapport, de confier au nouveau comité intergouvernemental sur l'environnement et les droits de l'homme (« comité de Reykjavík »), l'un des résultats du 4<sup>e</sup> Sommet, ainsi qu'à l'Assemblée parlementaire et au Congrès, le suivi de la mise en œuvre des orientations fournies dans le rapport, et de présenter le rapport lors de la conférence des parties à Dubaï et d'autres événements internationaux.

Le CDDG pourrait tenir une discussion spécifique à ce sujet lors de sa 18<sup>e</sup> réunion plénière, avec les représentants de la commission compétente de l'APCE. Un document pourrait être produit pour le groupe de rapporteurs sur la démocratie du Comité des Ministres, suggérant une voie à suivre.

## **7. Questions diverses**

Néant.

## **8. Date de la prochaine réunion**

Si nécessaire, une réunion informelle en ligne peut être organisée en novembre avant la soumission du rapport à la plénière du CDDG.

**ANNEXE I****LISTE DES PARTICIPANTS****CHAIR / PRESIDENT**

Mr Markku MÖLLÄRI, Ministerial adviser, Department for Local Affairs and Regional Administration, Ministry of Finance, Finland

**BELGIUM / BELGIQUE**

Mr Edwin LEFEBRE, Deputy Director, Ministry of the Flemish Community, Agency for Home Affairs

**CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE**

Ms Tereza ŠTALCEROVÁ, Senior administrative advisor, Department for Strategic Development and Coordination of Public Administration

**GREECE / GRECE**

Mr Christos PETSIMERIS, Head of the Department of International Relations (sector of Administrative Reconstruction), Ministry of Interior

**MALTA / MALTE**

Mr Christopher GALEA, Director (DLGMS), Monitoring and Support, Local Government Division, Ministry for the National Heritage, the Arts and Local Government

**UKRAINE**

Ms Oksana PAVLIUK, Head of the Unit for local self-government development and cooperation with Council of Europe institutions of the Department for local self-government development, territorial organisation of power and administrative-territorial structure Ministry for Communities, Territories and Infrastructure Development

**UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI**

Mr Paul ROWSELL, Head of Governance Reform and Democracy Unit, Department for Levelling Up, Housing and Communities, Local Government & Communities Directorate, Ministry of Housing, Communities and Local Government

**PARTICIPANTS****PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE / ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr Armen GEVORGYAN, General Rapporteur on Local and Regional Authorities, Member of the Social, Health and Sustainable Development Committee

**CONGRESS OF LOCAL AND REGIONAL AUTHORITIES OF THE COUNCIL OF EUROPE  
/ CONGRES DES POUVOIRS LOCAUX ET REGIONAUX DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr Roman CHLAPAK, Secretary of the Governance Committee

**CONFERENCE OF INGOs OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONFERENCE DES ONG  
DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Apologised / Excusé

**EXPERT CONSULTANT / EXPERT CONSULTANT**

Mr Louis MEULEMAN, Director, Public Strategy for Sustainable Development

**SECRETARIAT**

Ms Alina TATARENKO – Head of the Democratic Governance Division / Secretary of the CDDG / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy and Human Dignity

Mr Christophe SPECKBACHER, Administrator – Democratic Governance Division / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy and Human Dignity

**ANNEXE II****ORDRE DU JOUR**

<b>1.</b>	<b>Ouverture de la réunion</b>	
<b>2.</b>	<b>Adoption de l'ordre du jour</b>	[GT-A(2023)OJ3]
<b>3.</b>	<b>Information du Secrétariat</b>	
<b>4.</b>	<p><b>Rapport sur l'administration publique verte</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Louis Meuleman, Directeur fondateur, Public Strategy for Sustainable Development (PS4SD), Bruxelles : présentation du projet de rapport révisé</li> </ul> <p>Questions et réponses et discussion générale sur la structure et l'approche</p> <p>Compilation des réponses au questionnaire</p>	<p>[GT-A(2023)8]</p> <p>[GT-A(2023)9]</p>
<b>5.</b>	<p><b>Discussion sur le contenu du projet</b> : tous les membres et participants présentent leurs points de vue et propositions sur les différents chapitres du projet de rapport.</p> <p>Discussion</p>	
<b>6.</b>	<b>Prochaines étapes</b>	
<b>7.</b>	<b>Questions diverses</b>	
<b>8.</b>	<b>Date de la prochaine réunion</b>	